

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS ETOURNEAUD

14 RTE DE NERCILLAC
16200 Réparsac

Références : 2026_267_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0100172160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement ETABLISSEMENTS ETOURNEAUD implanté 14 RTE DE NERCILLAC, 16200 Réparsac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS ETOURNEAUD
- 14 RTE DE NERCILLAC - 16200 Réparsac
- Code AIOT : 0100172160
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

Les Etablissements Etourneaud, filiale du groupe Isidore, commercialise et stocke sur son site de Réparsac des semences, des aliments pour le bétail, des produits phytosanitaires et des fertilisants pour des viticulteurs, des céréaliers et des éleveurs de la région.

Au titre des ICPE, le site de Réparsac relève du régime de la déclaration pour le stockage de 90 tonnes de produits chimiques "dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1" et la rubrique ICPE n°4510.

Contexte de l'inspection : Action régionale ciblée sur les produits chimiques

Thèmes de l'inspection : produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion du stockage des produits chimiques est globalement bien assurée.

Néanmoins, des améliorations sont attendues à court terme pour s'assurer du respect des conditions de stockage (gestion des incompatibilités, mise à la terre, local fermé en permanence,...) mentionnées à la rubrique 7 de la FDS.

Le classement ICPE des produits chimiques doit faire l'objet d'une vigilance particulière pour ceux disposant de plusieurs catégories de dangers.

Enfin, il est attendu un retour sur la réalisation des travaux de réparation de la ventilation mécanique du local de stockage prévus en mars prochain.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

<p>Arrêté ministériel relatif aux ICPE à déclaration de la rubrique 4510 - 3.3 Connaissance des produits - Etiquetage</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques sont contenus dans des emballages ou récipients conformes à la réglementation en vigueur en France. Les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, notamment à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou au règlement CLP n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et mélanges.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS des produits phyto et des engrais sont disponibles sur le site via le réseau informatique auquel le personnel a accès.</p> <p>Une mise à jour hebdomadaire de ces fiches est réalisée par le Groupe par informatique.</p> <p>L'ensemble du personnel du site a accès aux FDS disponibles sur le réseau informatique.</p> <p>Également, une formation est dispensée sur les dangers des produits stockés et manipulés, les mesures à prendre en cas d'incident ou l'organisation du stockage.</p> <p>Dans le cadre de la visite, une liste des produits phyto stockés a été transmise en amont à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les FDS de 8 produits ont été examinées en séance, elles sont toutes postérieures à 2020.</p> <p>Les produits phyto sont entreposés dans une cellule spécifique du bâtiment de stockage. Un plan des stockages permet de distinguer des zones en fonction des catégories de dangers (CMR, dangereux pour l'environnement, inflammables) des produits.</p> <p>Lors de la visite du stockage, l'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que sur certains colis (produits sur palette notamment), l'étiquetage des symboles de dangers n'est pas visible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure que tous les emballages des produits stockés disposent d'un étiquetage des dangers approprié et visible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le produit insecticide Cythrine L (classé CMR et inflammable) n'est pas entreposé dans un local fermé à clef, comme le prévoit la FDS, rubrique 7.</p> <p>Le local de stockage des produits phyto est une cellule accessible à tout le personnel du site (4</p>

<p>personnes) aux horaires de fonctionnement. Mais ce produit n'est pas stocké à part des autres et son accès n'est pas limité physiquement.</p> <p>Par ailleurs, le ventilateur d'extraction d'air situé en toiture du local est en panne depuis plusieurs semaines, ce qui ne permet pas de considérer que le local de stockage est "<u>bien ventilé</u>". Or, cette exigence figure sur de nombreuses FDS (Cythrine L et autres) parmi les conditions de stockage à respecter.</p> <p>Toutefois, un devis accepté (entreprise Santerne) est présenté pour le remplacement du ventilateur d'extraction d'ici fin mars 2026.</p> <p>La FDS de l'insecticide Cythrine L exige aussi (rubrique 7) une "<u>mise à la terre des récipients et des matériels de réception</u>", ce qui n'est pas réalisé. Le stockage de ce produit est réalisé sur des racks métalliques dont la mise à la terre n'est pas effective. L'exploitant devra prendre les mesures nécessaires pour y remédier, dès que possible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la preuve de la réparation du ventilateur extracteur d'air du local de stockage de produits chimiques.</p> <p>Également, il prend, dès que possible, les mesures appropriées pour entreposer sous clef l'insecticide Cythrine L (<u>ainsi que tous les autres produits dont la FDS indique la même exigence</u>) et mettre en place une liaison équipotentielle ou une mise à la terre, comme prévu par la FDS.</p> <p>L'exploitant rend compte à l'inspection des installations classées de la mise en œuvre effective de ces dispositions.</p> <p>Enfin, l'exploitant est invité à vérifier de façon systématique que les conditions de stockage des produits chimiques, mentionnées dans la rubrique 7 des FDS, sont effectivement respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel relatif aux ICPE à déclaration de la rubrique 4510 - 2.10 Cuvettes de rétention</p> <p>Tout stockage comprenant des substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les récipients fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>

<p>Constats :</p> <p>La cellule de stockage des produits phyto fait rétention en cas de sinistre ou d'épandage accidentel, dans la mesure où un seuil existe au niveau des 3 ouvertures présentes. Le sol du local est maçonné, en bon état de surface apparent (absence de fissure) et aucun avaloir ou caniveau n'est présent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel relatif aux ICPE à déclaration de la rubrique 4510 - 2.10</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de stockage de produits incompatibles (ex. produits liquides acides comme YAKUSA, Cythrine L et DECIS Protech pouvant être stocké à proximité de bases), la rétention assurée par la cellule, serait commune. L'éventualité de stocker des bases et des acides dans le local n'est pas exclue. Dans ces conditions, une solution doit être trouvée (ex. stockage de produits sur bac de rétention spécifique et de volume adapté) pour éviter que la rétention soit commune. Cette situation peut intervenir par exemple pour des récipients percés ou mal fermés accidentellement, qui ne doivent donc pas être entreposés dans une même rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant identifie les produits incompatibles susceptibles d'être stockés dans le local des produits chimiques (ex. acides/bases) et, en fonction des types d'incompatibilités, il définit et met en œuvre les conditions de stockage appropriées pour éviter que le stockage soit réalisé sur une même rétention. L'exploitant rend compte des dispositions prises à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Arrêté ministériel relatif aux ICPE à déclaration de la rubrique 4510 - 3.5 Registre entrée/sortie

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Un état des stocks de produits chimiques est établi régulièrement à l'aide d'un logiciel de suivi, qui permet aussi de classer les produits selon les rubriques ICPE.

Un plan du local de stockage est établi permettant de localiser les différentes zones d'entreposage en fonction des dangers des produits : CMR / liquides inflammables / dangereux pour l'environnement.

A date, un point de situation ICPE est établi : la quantité de produits dangereux pour l'environnement et classés selon la rubrique 4510 est d'une trentaine de tonnes environ ; elle est très inférieure à la quantité de 90 tonnes déclarée en 2016 au préfet.

Un autre point de situation correspondant à la période du pic d'activité de l'année 2025 (fin mars) n'a pas mis en évidence de dépassement de cette quantité, ni d'un seuil de déclaration d'une autre rubrique ICPE.

En effet, par lettre du 25/05/2016, le préfet a acté le classement à déclaration du stockage de produits dangereux pour l'environnement au titre de la rubrique 4510 pour 90 tonnes. Les autres stockages ne sont pas classés, car en dessous des seuils du régime de la déclaration pour les rubriques correspondantes (4331, 4511, 4702, 4130).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le classement ICPE des produits chimiques comportant différentes catégories de dangers, comme par exemple CMR et dangereux pour l'environnement.

Le classement ICPE de ces produits à retenir n'est pas systématiquement "*dangereux pour l'environnement*", c-a-d la rubrique 4510.

Un guide établi par le ministère de l'environnement en 2020 définit les conditions d'application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Ce guide est disponible à cette adresse :

https://aida.ineris.fr/sites/default/files/guides/Guide%20technique%20-%20MAJ%202020_0_0.pdf

L'exploitant est invité à prendre en compte ce guide dans le suivi du classement ICPE du stockage de produits chimiques.

Type de suites proposées : Sans suite